

## COUR ADMINISTRATIVE

Numéro du rôle : **44808C**

Inscrit le 6 août 2020

---

### **Audience publique du 17 décembre 2020**

**Appel formé par  
Monsieur ... et consort, ...,  
contre un jugement du tribunal administratif du 29 avril 2020  
(n° 41900a du rôle) rendu suite à leur recours dirigé contre une décision du  
ministre de l'Environnement  
en matière de protection de la nature et de permis de construire**

---

Vu la requête d'appel, inscrite sous le numéro 44808C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 6 août 2020 par Maître Alain GROSS, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., avocat à la Cour, et de son épouse, Madame ..., fonctionnaire d'Etat, les deux demeurant ensemble à L-..., contre un jugement rendu par le tribunal administratif le 29 avril 2020 (n° 41900a du rôle), par lequel ils ont été déboutés de leur recours en réformation dirigé contre deux décisions du ministre de l'Environnement des 6 juillet et 3 août 2018 portant refus d'autoriser « *la construction d'un abri de jardin* » sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de Hobscheid, section ... de ..., sous le numéro ...;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 12 octobre 2020 par Monsieur le délégué du gouvernement Laurent THYES;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 11 novembre 2020 en nom et pour compte des appelants;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe de la Cour administrative le 8 décembre 2020 par Monsieur le délégué du gouvernement Laurent THYES;

Vu la missive de Maître Alain GROSS du 8 décembre 2020 par laquelle il marque son accord avec la prise en délibéré de l'affaire sur base des écrits produits en cause;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris;

Sur le rapport du magistrat rapporteur, le délégué du gouvernement s'étant à son tour rapporté à ses écrits, l'affaire a été prise en délibéré à l'audience publique du 15 décembre 2020.

---

Le 11 avril 2018, Monsieur ... introduisit auprès du ministère du Développement durable et des Infrastructures, département de l'Environnement, ci-après désigné par le « *ministère* », une demande tendant à se voir accorder, dans le cadre de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ci-après désignée par la « *loi du 19 janvier 2004* », l'autorisation d'ériger « *une cabane en bois pour outillage d'une dimension de quatre x trois mètres* », sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de Hobscheid, section ... de ..., sous le numéro ....

Par courrier du 6 juillet 2018, le ministre de l'Environnement, ci-après dénommé le « *ministre* », rejeta ladite demande dans les termes suivants :

*« (...) En réponse à votre requête du 11 avril 2018 par laquelle vous sollicitez ex-post l'autorisation pour la construction d'un abri de jardin sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de HOBSCHEID : section ... de ... (...) sous le numéro ..., j'ai le regret de vous informer qu'en vertu de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, je ne saurais réserver une suite favorable au dossier.*

*En effet, l'article 5, alinéa 2 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles dispose que seules des constructions servant à l'exploitation agricole, jardinière, maraîchère, sylvicole, viticole, piscicole, apicole, cynégétique ou à un but d'utilité publique sont autorisables en zone verte.*

*Or, selon la jurisprudence « il convient de tirer une frontière nette entre l'exploitation jardinière visée par la loi et une simple activité jardinière sur un terrain situé en zone verte. À cet escient, l'activité jardinière à titre de simple loisir sur un terrain mis à la disposition d'une personne, fût-elle propriétaire du sol, ne suffit pas pour, automatiquement, impliquer un droit sur base de l'article 5 de la prédite loi modifiée du 19 janvier 2004 d'ériger un abri pour outils de jardin en zone verte. Aller dans ce sens reviendrait à ouvrir grandement une arrière-porte pour la construction d'abris de jardin tous azimuts à d'innombrables endroits en zone verte, les autres conditions posées par la loi supposées être remplies. Or, le législateur a précisément entendu garder, en tant qu'exception limitée, la possibilité d'ériger des constructions en zone verte en rapport avec des activités d'exploitation opérées soit à titre professionnel, soit suivant une consistance et une constance certaines qui requièrent dans le chef de l'activité visée, non pas nécessairement une exigence d'ordre professionnel, mais pour le moins une expertise quasi professionnelle, telle notamment en matière d'apiculture, allant au-delà d'une simple activité de loisir » CA 29-11-12 (31164C).*

*Dès lors, votre projet ne s'inscrit pas dans l'une de ces catégories de construction et n'est ainsi pas autorisable en zone verte au regard de la législation afférente.*

*Partant, je vous invite à enlever la construction érigée illégalement pour le 1<sup>er</sup> octobre 2018 au plus tard, faute de quoi l'Administration de la nature et des forêts dressera procès-verbal.*

*Contre la présente décision, un recours peut être interjeté auprès du Tribunal Administratif statuant comme juge du fond. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de 3 mois à partir de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la Cour. (...) ».*

*Par courrier recommandé du 31 juillet 2018, Monsieur ... et son épouse, Madame ..., ci-après dénommés les « époux ... », firent introduire, par le biais de leur mandataire, un recours gracieux contre la décision ministérielle précitée. Ledit recours gracieux a la teneur suivante :*

*« (...) Mes mandants introduisent par la présente et suite à votre courrier du 6 juillet 2018 valant refus d'autorisation, un recours gracieux.*

*Il m'importe en effet de souligner que l'abri de jardin litigieux n'est certainement pas une construction au sens juridique du mot, fixe et ancrée voire scellée définitivement au sol.*

*Il s'agit d'un box de sapin qui peut être démonté sans dommage pour le sol voire déplacé sans grands moyens. Nous ne sommes donc pas en présence d'une construction qui porterait préjudice à quelque titre que ce soit à l'intégrité du sol ou sous-sol.*

*Je me permets à ce titre de renvoyer à la décision du tribunal administratif du 15 février 2017 (n°37394) qui définit une construction comme suit :*

*« La notion de construction et à interpréter comme le résultat d'un assemblage de matériaux, reliés de manière durable et solide, le cas échéant incorporé au sol, ou à tout le moins relié ou adhérent au sol, les critères pour déterminer l'existence d'une telle construction résidant partant dans les dimensions de l'édifice, les matériaux employés et son caractère de durabilité ou de permanence ».*

*Vous conviendrez qu'une cabane d'à peine 12 m<sup>2</sup> en bois léger sans fondation ni ancrage au sol ne saurait être considérée comme construction.*

*Destinée à servir à peine d'abri à outils, la mise en place d'une cabane ne saurait en l'espèce être de nature à nuire à la végétation ou à porter préjudice à la beauté et au caractère du paysage l'entourant.*

*Etant donné que, outre sa taille nettement négligeable, l'abri peut à tout moment être déplacé ou démonté, le projet ne saurait donc être considéré comme une véritable construction au sens de l'article 5, alinéa 2 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de*

*la nature et des ressources naturelles et que partant, il serait disproportionné, voire erroné, de refuser la mise en place d'un tel abri sur ledit terrain.*

*Je vous prie dès lors de reconsidérer votre décision et d'autoriser la présence de l'abri de jardin. (...) ».*

Par courrier du 3 août 2018, le ministre prit position comme suit par rapport audit recours gracieux :

*« (...) Je me permets de citer ci-dessous une jurisprudence du Tribunal administratif du 6 mars 2017 (n°37.617 du rôle) dans laquelle ce dernier a retenu qu'une serre d'environ 10m<sup>2</sup>, trois bacs de type « Hochbeet » et un bac en plastique sont des constructions au sens de l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.*

*Il y a encore lieu de relever que le sens premier de la notion de construire, lat. construere, de struere « disposer, ranger », est celle de « bâtir, suivant un plan déterminé, avec des matériaux divers »<sup>1</sup>, le sens de la notion de bâtir étant d'« élever sur le sol, à l'aide de matériaux assemblés »<sup>2</sup>, et la notion de construction se définit comme « édifice ou ouvrage en maçonnerie, tels que maisons, murs, fosses d'aisances, forges, fourneaux, puits, aqueducs etc. »<sup>3</sup> ou comme « Tout assemblage solide et durable de matériaux, quelle que soit sa fonction »<sup>4</sup>. Des synonymes de la notion de construction sont notamment les notions d'« assemblage », d'« édification » ou d'« érection »<sup>5</sup>.*

*En ce qui concerne plus particulièrement l'action de construire, il convient de retenir que les notions de construire ou de construction sont caractérisées dans leur acception commune par l'idée d'assembler ou de constituer solidement, sans cependant requérir systématiquement l'incorporation de l'ouvrage au sol, la notion de construction visant concrètement l'édification d'un ouvrage durable et solide<sup>6</sup>.*

*Pour ce qui est de la deuxième signification de « construction », à savoir le résultat de l'action de construire, sont visées au premier chef les constructions immobilières<sup>7</sup>, c'est-à-dire les « bâtiments » au sens de l'article 518 du Code civil, à savoir toutes les constructions résultant de l'assemblage de matériaux reliés ensemble artificiellement de façon durable et incorporés au sol par des fondations<sup>8</sup>.*

---

<sup>1</sup> Le Nouveau Petit Robert, Dictionnaire alphabétique et analogique de la langue française, page 453.

<sup>2</sup> Le Nouveau Petit Robert, op.cit. page 203.

<sup>3</sup> G. Bonnefoy, Code Perrin ou dictionnaire des constructions, douzième édition, 1925, Paris, imprimerie et librairie générale de jurisprudence.

<sup>4</sup> Le petit dicobat, dictionnaire général du bâtiment, 1994, éditions arcature.

<sup>5</sup> Le Nouveau Petit Robert, op.cit, V° construction.

<sup>6</sup> En ce sens Trib. adm. 14 novembre 2011, n° 27588, confirmé par arrêt du 7 juin 2012, n° 29650C, disponibles sous [www.jurad.etat.lu](http://www.jurad.etat.lu).

<sup>7</sup> Voir Cass. fr. 14 décembre 1956, D.1957, 87.

<sup>8</sup> Voir CA Paris, 25 avril 1951, D.1951, 518.

*Dès lors, il convient de retenir, conformément aux principes dégagés ci-avant, que la notion de construction est à interpréter comme le résultat d'un assemblage de matériaux, reliés de manière durable et solide, le cas échéant incorporé au sol, ou à tout le moins relié ou adhérent au sol, les critères pour déterminer l'existence d'une telle construction résidant partant dans les dimensions de l'édifice, les matériaux employés et son caractère de durabilité ou de permanence. Ce qui est déterminant, c'est surtout une certaine importance de l'ouvrage et une certaine stabilité en ce sens qu'il n'est pas destiné à être enlevé bien qu'il peut l'être.*

*C'est dès lors à bon droit que la serre litigieuse, à savoir un édifice présentant une surface au sol d'environ 10 m<sup>2</sup>, constitué d'un assemblage solide de panneaux en verre, ancré dans la terre par des petits piliers en fer afin de résister notamment aux fortes prises au vent et destiné à durer, a été considérée par le ministre comme une construction au sens de l'article 5 de la loi du 19 janvier 2004. En effet, même si le demandeur tente de dénier à la serre cette qualification de construction au motif qu'elle pourrait être démontée et déplacée à tout moment, il n'en demeure pas moins que le fait même qu'un déplacement ne peut se faire autrement qu'en pièces détachées témoigne du caractère d'installation durable et solide de la serre.*

*La même conclusion s'impose en ce qui concerne les trois bacs de type « Hochbeet » en bois imprégné qui, au vu de leurs dimensions, ont nécessairement été transportés en pièces détachées sur place pour y être assemblées. Il s'agit dès lors d'édifices constitués d'un assemblage solide de planches en bois, érigés à même le sol et destinés à durer. En effet, si le demandeur plaide certes là aussi que lesdits bacs pourraient être démontés et déplacés à tout moment, il n'en demeure pas moins que leurs dimensions n'en permettent pas non plus un déplacement autrement qu'en pièces détachées, ce qui confirme leur caractère d'installation durable et solide.*

*Pour ce qui est finalement du bac en plastique, si le demandeur explique à travers son recours qu'il servirait de récupérateur d'eau, force est de constater qu'il ressort des photographies versées en cause par la partie étatique, qui n'ont pas fait l'objet de contestations, qu'il ne s'agit pas d'un tonneau en plastique facilement déplaçable et généralement utilisé pour récupérer l'eau de pluie, mais également d'un bac de type « Hochbeet » qui est d'ailleurs utilisé à cette fin par le demandeur. Or, même si l'emprise au sol de ce bac en plastique est moins importante que celle des trois bacs de type « Hochbeet » en bois imprégné, il n'en demeure pas moins que ce bac est constitutif d'un assemblage solide d'éléments en plastique, érigé à même le sol et destiné à durer, ledit bac, même vide, ne pouvant lui non plus être déplacé qu'en pièces détachées. Il doit dès lors également être qualifié de construction au sens de l'article 5 de la loi du 19 janvier 2004. »*

*Vous conviendrez dès lors au vu de cette jurisprudence, qu'un abri de jardin d'une taille de 12 m<sup>2</sup> sans fondation ni ancrage est à considérer comme une construction au sens de l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles.*

*Par conséquent je me vois obligé à maintenir ma décision de refus du 6 juillet 2018. (...) ».*

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 31 octobre 2018, les époux ... firent introduire un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation des décisions ministérielles précitées des 6 juillet et 3 août 2018.

Par jugement du 26 juin 2019, le tribunal administratif se déclara compétent pour connaître du recours en réformation introduit en ordre principal, déclara ledit recours recevable et dit qu'en conséquence, il n'y avait pas lieu de statuer sur le recours subsidiaire en annulation. Le tribunal retint encore que le recours était à examiner par rapport à la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, ci-après désignée par la « *loi du 18 juillet 2018* », et invita les parties à déposer, chacune, un mémoire additionnel, qui était à entendre comme mémoire récapitulatif de l'ensemble des moyens et motifs qu'ils entendaient invoquer.

Par jugement subséquent du 29 avril 2020, le tribunal administratif, vidant le jugement du 26 juin 2019, rejeta le recours principal en réformation comme étant non fondé, tout en rejetant la demande en allocation d'une indemnité de procédure d'un montant de ... € formulée par les demandeurs et en condamnant ces derniers aux frais.

Par requête d'appel du 6 août 2020, les époux ... ont régulièrement fait entreprendre le jugement du 29 avril 2020.

A travers leur requête d'appel, ensemble leur mémoire en réplique, les appelants concluent à la réformation de ce jugement en ce sens qu'ils entendent voir autoriser la « *cabane* » qu'ils ont installée sur un fonds leur appartenant, inscrit au cadastre de la commune de Hobscheid, section ... de ..., sous le numéro ....

Le premier moyen de réformation soulevé par les appelants à l'encontre du jugement *a quo* est tiré de ce que les premiers juges auraient entériné l'interprétation extensive illégale de la notion de « *construction* » au sens de l'article 3 de la loi du 18 juillet 2018 et retenu que leur « *projet* » ne s'inscrivait pas dans l'une des catégories de construction autorisables en zone verte.

En effet, force serait de constater que leur cabane, à savoir un simple box amovible en bois de sapin qui, de la sorte, pourrait être démonté et déplacé sans dommage pour le sol et sans grands moyens, ne constituerait point une « *construction* » au sens de l'article 3 de la loi du 18 juillet 2018.

Ils insistent sur le fait que la pose de leur cabane ne porterait pas préjudice à l'intégrité du sol ou du sous-sol, d'une part, et que contrairement à une construction, la cabane ne serait pas fixée au sol par le biais d'une excavation de terre et d'incorporation de pierres concassées et qu'il ne s'agirait dès lors pas d'un ouvrage réalisé par incorporation de matériaux étrangers dans le sol, d'autre part.

A défaut de constituer une « *construction* » au sens de la loi, il conviendrait tout simplement de dire que leur projet ne serait tout simplement pas soumis à autorisation.

Dans un deuxième et subsidiaire ordre d'idées, les appelants font valoir que leur ouvrage serait à considérer comme présentant un lien certain et durable avec l'activité d'exploitation sylvicole de leur forêt replantée.

En effet, l'ouvrage servirait à entreposer un tracteur et des outils nécessaires à l'entretien du terrain litigieux, c'est-à-dire aurait une vocation de gestion et d'entretien durable de la zone verte, de sorte à s'inscrire dans l'intérêt de ladite zone et à rentrer dans les critères imposés par l'article 6 de la loi du 18 juillet 2018.

Dans un dernier ordre d'idées, les appelants font soutenir qu'en vertu de la définition légale de « *construction* » et de la limitation légale des activités en zone verte, le moindre assemblage de matériaux posé à ras du sol, tel une « *caisse de vin en bois* », selon l'exemple des appelants, constituerait une construction illicite au sens de la loi du 18 juillet 2018.

Ainsi, selon les appelants, les limitations, par l'effet des articles 3, point 26°, et 6 de la loi du 18 juillet 2018, de leur droit de propriété d'un bien classé en zone verte seraient d'une ampleur telle qu'ils seraient privés de leur droit d'en disposer et qu'il conviendrait de parler d'expropriation non légalement prévue, c'est-à-dire d'une violation de l'article 16 de la Constitution et ils suggèrent une saisine de la Cour constitutionnelle pour connaître de la problématique.

Le délégué du gouvernement conclut au rejet de l'appel et à la confirmation pure et simple du jugement du 29 avril 2020.

Il est constant en cause que le fonds inscrit au cadastre de la commune de Hobscheid, section ... de ..., sous le numéro ..., sur lequel les époux ... ont érigé la « *cabane* » qu'ils entendent voir régulariser, est classé en zone verte au sens de l'article 3, point 1°, de la loi du 18 juillet 2018, de sorte que les nouvelles constructions y prévues tombent sous la réglementation de ladite loi du 18 juillet 2018 et, plus particulièrement, son article 6, intitulé « *Règles concernant les nouvelles constructions* ».

Les appelants entendent remettre en question la nécessité même d'une autorisation ministérielle moyennant la contestation de la qualification comme « *construction* » de leur ouvrage.

Sur ce point, il convient de se rapporter à l'article 3, point 26°, de la loi du 18 juillet 2018, qui définit la notion de « *construction* » comme étant « *tout aménagement, bâtiment, ouvrage et installation comprenant un assemblage de matériaux reliés ensemble artificiellement de façon durable, incorporé ou non au sol, à la surface ou sous terre. Au sens de la présente loi, la notion de construction ne comprend pas les clôtures agricoles entourant des pâtures, ni les clôtures protégeant les rajeunissements forestiers* ».

Cette définition légale, qui découle, en substance, comme l'ont relevé à bon escient les premiers juges, de la jurisprudence des juridictions administratives élaborée sous la législation antérieure à la loi du 18 juillet 2018 et, plus particulièrement, sous la loi du 19 janvier 2004, vise

comme « *construction* » le résultat d'un assemblage de matériaux, reliés artificiellement ensemble de manière durable.

Ainsi, les critères d'existence résident essentiellement dans les matériaux employés et dans la manière dont ils sont reliés afin de garantir à l'assemblage une certaine durabilité et permanence. Il convient d'y ajouter, implicitement, mais nécessairement, une certaine importance de l'ouvrage.

L'aménagement litigieux installé par les appelants, tel qu'il transperce des plans et photographies produites en cause, à savoir un assemblage solide d'éléments en bois et en métal, constitutif d'un édifice présentant une surface au sol d'environ 12 m<sup>2</sup>, destiné à un entreposage durable de biens et de matériaux pour les protéger des intempéries, rentre indubitablement dans cette définition.

Ce constat de la nature de « *construction* » dudit aménagement n'est point ébranlée par la mise en balance par les appelants de ce que l'ouvrage en question ne serait pas incorporé au sol, l'incorporation au sol, à la surface ou sous terre n'étant expressément pas un critère de détermination décisif d'une « *construction* » au sens de l'article 3, point 26°, de la loi du 18 juillet 2018.

Les vocations de durabilité et de permanence de l'ouvrage ne sont pas non plus contredites par la prétendue possibilité d'un démontage ou déplacement facile et rapide.

Il suit de ce qui précède que le premier moyen de réformation du jugement entrepris laisse d'être fondé et est à écarter.

Il s'ensuit encore que la mise en place de la cabane que les appelants entendent voir régulariser n'est concevable que dans les limites de l'article 6, paragraphe (1), de la loi du 18 juillet 2018.

Ledit article 6 de la loi du 18 juillet 2018 autorise, comme étant conformes à l'affectation de la zone verte, « *des constructions ayant un lien certain et durable avec des activités d'exploitation qui sont agricoles, horticoles, maraîchères, sylvicoles, viticoles, piscicoles, apicoles, cynégétiques, ou qui comportent la gestion des surfaces proches de leur état naturel* ».

Il est précisé que « *seules sont autorisables les constructions indispensables à ces activités d'exploitation. Il appartient au requérant d'une autorisation de démontrer le besoin réel de la nouvelle construction en zone verte.*

*Ne comptent pas comme activités d'exploitation au sens de la présente loi les activités économiques sans lien avec la production de matière première, notamment la location ou le prêt à usage de bâtiments, étables ou machines à des tiers.*

*Les activités d'exploitation visées à l'alinéa 1<sup>er</sup> et les constructions autorisables doivent répondre aux critères suivants :*



*1° Les activités d'exploitation agricole, horticole, maraîchère et viticole sont opérées à titre principal au sens de la loi modifiée du 27 juin 2016 concernant le soutien au développement durable des zones rurales.*

*Ne sont pas autorisables les installations et constructions en rapport avec la vente par les horticulteurs et pépiniéristes de produits accessoires de leur activité ou de produits végétaux qui ne sont pas issus de leur exploitation.*

*Ne constituent pas une activité d'exploitation agricole l'élevage ou la garde d'animaux domestiques de compagnie.*

*2° Par activités d'exploitation sylvicole, on entend les activités comportant les travaux et pratiques par lesquels est assurée la gestion durable d'une forêt ou d'un boisement dans un objectif soit de production de bois, soit de conservation au profit des générations futures, soit écologique.*

*Ne comptent pas comme activité sylvicole, les activités de transformation de bois en tant que matière première énergétique ou de construction.*

*Seules des constructions sylvicoles en rapport direct avec la forêt exploitée sont autorisables. Ne sont pas autorisables les dépôts et ateliers servant à l'entreposage de machines, d'outils et de matériels des entreprises exerçant leurs activités principalement sur des terrains appartenant à des tiers. (...) ».*

Même au-delà de toutes autres considérations que ce soit en rapport avec l'évolution surprenante de la présentation des choses par les appelants au fil des procédures administrative et contentieuse et de la cohérence sous-jacente essentiellement discutable, les premiers juges ayant pertinemment pointé qu'initialement, les appelants avaient demandé au bourgmestre de la commune de Hobscheid et obtenu de sa part, en date du 28 juillet 2017, une autorisation pour l'installation d'« une cabane de jardin » et qu'ils ont sollicité de la part du ministre une autorisation *ex-post* « pour la mise en place d'une « cabane en bois pour outillage », respectivement de ce qu'ils ont parlé d'un « abri de jardin » et de l'aménagement de leur jardin, pour ensuite et d'après le dernier état de leurs conclusions, mettre en avant un prétendu lien certain et durable avec une activité d'exploitation sylvicole de la forêt replantée, d'une part, ou en rapport avec un éventuel changement d'affectation illégal de leur fonds, d'autre part, force est de constater que la simple allégation péremptoire, non autrement précisée et non documentée concrètement, des appelants relativement à leur exercice d'une activité d'exploitation sylvicole sur la parcelle litigieuse est manifestement insuffisante pour objectiver pareille activité, étant relevé que les photos produites par la partie étatique ne sont guère de nature à sous-tendre la position des appelants. Les appelants manquent partant pour le moins à leur obligation de preuve de l'activité requérant et justifiant prétendument l'installation litigieuse et leur moyen afférent est de la sorte à abjurer.

Enfin, concernant l'entrave au droit de propriété encore soulevée par les appelants, si aux termes de l'article 16 de la Constitution « nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et de la manière établis par la loi »,

les appelants ne précisent nullement en quoi le refus ministériel de régulariser leur fait accompli aboutirait à une expropriation dans leur chef.

En effet, il appert de façon manifeste qu'aucune expropriation ne transperce de l'application ministérielle faite en l'occurrence des articles 3, point 26°, et 6 de la loi du 18 juillet 2018, les dispositions légales en question, tant considérées isolément que dans leur ensemble, réglementant et leur application ministérielle restreignant certes l'usage du droit de propriété des appelants, sans pour autant les priver de leur propriété.

Cette conclusion s'impose spécialement au regard de la solution retenue par la Cour constitutionnelle dans son arrêt n° 46/08 du 26 septembre 2008 (Mémorial A N°154 du 15 octobre, p. 2196), certes en rapport avec l'article 5 de la législation antérieure de 2004, mais dans une situation essentiellement comparable à celle transperçant de la nouvelle législation de 2018, en ce qu'il a été décidé que les dispositions de la loi du 19 janvier 2004 *« se bornent, d'une part, à déterminer les constructions qui sont permises en zone verte et, d'autre part, à prohiber les modifications extérieures, agrandissements ou reconstructions de constructions existantes en zone verte si elles ne répondent pas au critère de l'article 5 alinéa 3 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 ; partant loin de constituer une expropriation ou d'y équivaloir, les dispositions en question ne font qu'aménager voire alléger les interdictions qui résultent du classement d'un terrain en zone verte ; il s'ensuit que l'application des dispositions des articles 5, alinéa 3 et 10, alinéa 3 combinés de la loi modifiée du 19 janvier 2004 n'aboutit pas à une expropriation des propriétaires qu'elles visent et ne sont ainsi pas contraires à la Constitution »*.

Le dernier moyen de réformation du jugement *a quo* laisse partant encore d'être fondé et est à écarter.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que l'appel n'est pas fondé et le jugement entrepris est dès lors à confirmer.

Au vu de l'issue du litige, la demande encore formulée par les appelants tendant à se faire allouer une indemnité de procédure est à rejeter.

#### **Par ces motifs,**

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties;

reçoit l'appel du 6 août 2020 en la forme;

le dit cependant non fondé et en déboute;

partant, **confirme** le jugement entrepris du 29 avril 2020;

déboute les appelants de leur demande en allocation d'une indemnité de procédure;

condamne les appelants aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par :

Henri CAMPILL, vice-président,  
Lynn SPIELMANN, conseiller,  
Martine GILLARDIN, conseiller,

et lu par le vice-président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier de la Cour Jean-Nicolas SCHINTGEN.

S. SCHINTGEN

S. CAMPILL

**Reproduction certifiée conforme à l'original**

Luxembourg, le 18 décembre 2020

Le greffier de la Cour administrative